



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

CHRU
Besançon

25 mars 2024

NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Pour un monde sans patrons ni frontières, urgence révolution !

Le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) sera présent aux élections européennes de juin prochain, avec une liste conduite par Selma Labib, 28 ans, conductrice de bus et Gaël Quirante, 48 ans, syndicaliste à La Poste. Nous présentons une liste de travailleuses et de travailleurs, du public et du privé et de jeunes, étudiants ou salariés, pour mettre en avant les priorités de celles et ceux qui font tourner la société.

C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons

Nous avons besoin de salaires décents pour vivre et pas seulement survivre : 400 euros de plus pour toutes et tous et pas de salaires, de pensions, de revenus sociaux inférieurs à 2 000 euros net ! Pas question de subir l'austérité alors que les profits des capitalistes sont au plus haut. Pour les seules entreprises du CAC 40, les bénéfices s'élèvent à 153 milliards d'euros en 2023, soit 12 milliards de plus que le précédent record de 2022. Pendant ce temps, Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, annonce qu'il va falloir économiser 10 milliards d'euros en 2024 et 20 milliards en 2025... Milliards qu'il entend bien prendre dans nos poches et par des coupes budgétaires dans les services publics. Alors que la situation continue à se dégrader dans les hôpitaux, que profs et parents de Seine-Saint-Denis et d'autres quartiers populaires dénoncent une Éducation nationale en ruine et les projets d'école du tri social que le gouvernement veut mettre en place avec des groupes de niveau dès le collège, nous devons affirmer : nos vies valent plus que leurs profits !

Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage

Car ce ne sont pas les patrons qui vont se serrer la ceinture, ni l'armée. Quand il s'agit d'abreuver d'argent les industries de l'armement, le gouvernement est très dépensier. Alors que les ventes d'armes augmentent partout dans le monde, les marchands d'armes français se sont hissés sur la deuxième marche de ce sanglant podium, juste derrière les États-Unis. Les grands groupes capitalistes savent transformer le sang des peuples en milliards de profits. Les discours guerriers de Macron

n'ont pas pour but d'aider le peuple ukrainien, mais de vendre toujours plus d'armes aux dirigeants ukrainiens comme il en vend à bien d'autres pays, tels que l'Égypte pour réprimer sa propre population, ou à l'État d'Israël pour massacrer les civils de Gaza... Sa posture de chef de guerre vise aussi à tenter de nous souder derrière lui dans un réflexe d'union nationale en entretenant un climat de peur et de division entre les peuples.

Pour un monde sans patrons ni frontières

Mais nous ne sommes ni de la chair à patron, ni de la chair à canon ! Ce n'est pas à cause d'autres peuples que notre vie quotidienne devient de plus en plus difficile, mais bien à cause de notre propre gouvernement et des capitalistes qui attaquent sans relâche nos salaires, nos retraites et nos quelques droits sociaux. Courant derrière l'extrême droite, Macron reprend une grande partie de son programme et désigne des travailleuses et travailleurs, qui n'auraient pas la « bonne » couleur de peau ou les « bons » papiers comme responsables de tous les maux. Nous n'avons rien à gagner dans le duel annoncé entre les listes de Macron et celle de Bardella-Le Pen. Nous avons en revanche tout à gagner dans des luttes collectives qui se donnent les moyens de renverser l'ordre établi, de contester le pouvoir des riches et des patrons. Il n'y aura pas de « sauveur suprême », pas de « jours heureux » sous le capitalisme. Le programme que nous défendons est un programme de lutte, dont la réalisation ne peut dépendre que de la volonté de millions de travailleurs et de travailleuses à prendre leurs affaires en main, à l'échelle de l'Europe et même du monde. Ils ont les milliards, nous sommes des millions : urgence, révolution !

Le service de santé au travail recrute

Après le départ prochain de la cheffe du secteur, il ne restera plus qu'un seul médecin pour sept mille agents. Pourvu qu'il ne fasse pas un burn out !

Paroles, paroles

Pendant la période du Covid, il y avait eu des applaudissements aux fenêtres et des dons pour améliorer les conditions de travail des hospitaliers. La direction avait même promis qu'avec cette cagnotte, une salle de sport ouvrirait au premier trimestre 2024. Mais en février dernier, des syndicalistes faisant une petite visite du secteur ont constaté qu'à part le désamiantage, rien n'avait été entrepris.

La direction attendrait-elle qu'on amène les sacs de ciment et les tuyaux ?

Le bâtiment de psychiatrie ouvrira-t-il dans deux ans ?

La direction avait promis quelques lits supplémentaires, mais vu les difficultés actuelles pour recruter des médecins dans cette spécialité, on risque d'attendre un bon moment les places supplémentaires... Les patients qui ne pourront pas être pris en charge seront-ils envoyés à Novillars, où il y a déjà quatre mois d'attente ?

Des p'tits trous, toujours des p'tits trous

Les anciens couloirs du -1 de Jean Minjoz ressemblent de plus en plus à un parcours de golf, la pelouse en moins, tant il y a des trous de toute sorte... des petits, des moyens et des gros.

Hôpitaux : prime à la casse... des services

Vendredi dernier, le ministre de la Fonction publique, Stanislas Guérini, a annoncé la couleur de la réforme à venir. Alors que le gouvernement vient de voter 600 millions d'euros d'économies dans la santé en 2024, Guérini veut augmenter la rémunération des directeurs d'hôpitaux ! Selon lui, elle « ne permet pas suffisamment de valoriser l'exercice de fonctions ou responsabilités nouvelles ». Le ministère confirme, « il faut qu'un directeur d'hôpital puisse devenir demain préfet ». Il en irait de l'égalité des hauts fonctionnaires !

Entre bourgeois et gouvernants, on sait reconnaître les siens.

Un médecin chez les riches

Ancien ministre de la Santé et toujours député, Olivier Véran, neurologue, a décidé de reprendre une activité professionnelle. À l'hôpital public ? Vous n'y pensez pas.

Pour lui, pas question de travailler dans un environnement vétuste qui souffre de sous-effectif chronique. Il a décidé de rejoindre la très huppée et très privée clinique des Champs-Élysées à Paris, spécialisée dans la chirurgie esthétique pour celles et ceux qui ont les moyens de payer. Cela n'a rien à voir avec la neurologie mais comme l'explique la dirigeante de l'établissement, embaucher un ancien ministre de la Santé permettra de « rentabiliser » la médecine esthétique.

Quant à Véran, il fera ce qu'il a toujours fait le mieux : soigner les riches.

« Nunca más », plus jamais ça

Le 24 mars 1976, en Argentine, un coup d'État militaire instaurait une dictature qui a fait 30 000 morts et « disparus », et l'appropriation d'au moins 500 enfants par des soutiens de la dictature.

À quelques jours des manifestations-anniversaire, une militante d'une association d'enfants de disparus a été violemment agressée physiquement et sexuellement chez elle par deux individus se vantant « d'être payés pour ça ». Ils ont signé leur crime sur un mur avec le slogan de campagne du président d'extrême droite, Javier Milei.

Les nostalgiques de la terreur sont au pouvoir. Se souvenir de la dictature, c'est aussi lutter contre eux.

Israël saisit 800 hectares de plus en Cisjordanie

Le ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich, figure de l'extrême droite et de la colonisation, a annoncé la saisie de 800 hectares de terres dans la vallée du Jourdain.

Selon l'organisation pacifiste israélienne « La Paix maintenant », c'est la plus importante saisie de terres en territoire palestinien depuis les accords de paix d'Oslo en 1993. Israël continue de massacrer les Palestiniens à Gaza et de confisquer leurs terres en Cisjordanie. Un régime criminel, colonialiste et raciste.

Quand l'État français coule des bateaux de migrants

Pour le gouvernement, la guerre aux migrants passe par tous les moyens. Une enquête du journal *Le Monde*, parue le 23 mars, met en lumière la pratique de plus en plus répandue des « interceptions en mer » par la police dans la Manche. C'est une pratique pourtant officiellement interdite car mettant grandement en péril la vie des migrants embarqués : un pas de plus dans l'inhumanité !